



**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU ROYAUME DES PAYS-BAS
LA HAYE**

**CONVENTION SUR LE RECOUVREMENT INTERNATIONAL DES ALIMENTS DESTINÉS AUX
ENFANTS ET À D'AUTRES MEMBRES DE LA FAMILLE
(La Haye, le 23 novembre 2007)**

Notification conformément à l'article 65 de la Convention

RATIFICATION

Royaume-Uni, 28-09-2020

Conformément à son article 60, deuxième paragraphe, sous a, la Convention entrera en vigueur pour le Royaume-Uni et Gibraltar le 1^{er} janvier 2021.

DÉCLARATIONS/RÉSERVES

Royaume-Uni, 28-09-2020

(Traduction)

« (...) le gouvernement de Sa Majesté accepte par la présente que le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ainsi que Gibraltar, soient liés par la Convention, compte tenu des réserves et déclarations suivantes :

1. Déclaration visée à l'article 2, paragraphe 3, de la Convention :

Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord déclare qu'il étendra l'application des chapitres II et III de la Convention aux obligations alimentaires entre époux et ex-époux.

2. Réserve du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord au moment de la ratification de la Convention, conformément à l'article 62 de la Convention :

Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord formule la réserve suivante, prévue à l'article 44, paragraphe 3, de la Convention :

Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord s'oppose à l'utilisation du français dans les communications entre les autorités centrales.

3. Déclaration du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord au moment de la ratification de la Convention, conformément à l'article 63 de la Convention :

Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord fait la déclaration suivante, prévue à l'article 11, paragraphe 1, point g), de la Convention :

Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord déclare qu'une demande faite au titre de l'article 10 de la Convention, autre qu'une demande faite au titre du paragraphe 1, point a), et du paragraphe 2, point a), de cet article, doit inclure les informations ou documents suivants :

Demande au titre de l'article 10, paragraphe 1, point b), de la Convention :

Angleterre et Pays de Galles

Original et/ou copie certifiée conforme de la décision ; certificat constatant la force exécutoire ; état des arrérages ; document attestant que le débiteur a comparu lors de l'audience initiale et, s'il

n'a pas comparu, document attestant que cette procédure lui a été notifiée et signifiée ou que la décision initiale lui a été notifiée et qu'il a eu la possibilité de se défendre ou de faire appel ; déclaration concernant le lieu où se trouve le débiteur (lieu de résidence et lieu de travail) ; déclaration relative à l'identification du débiteur ; photographie du débiteur, si elle est disponible ; document indiquant dans quelle mesure le demandeur a bénéficié de l'assistance juridique gratuite ; copie certifiée conforme de l'acte de naissance ou d'adoption du ou des enfants, le cas échéant ; certificat délivré par l'école/l'université, le cas échéant ; copie certifiée conforme de l'acte de mariage, le cas échéant ; copie certifiée conforme de la décision ou d'un autre acte attestant la dissolution du mariage ou d'une autre relation, le cas échéant.

Écosse

Original et/ou copie certifiée conforme de la décision ; certificat constatant la force exécutoire ; état des arriérés ; document attestant que le débiteur a comparu lors de l'audience initiale et, s'il n'a pas comparu, document attestant que cette procédure lui a été notifiée ou que la décision initiale lui a été notifiée et qu'il a eu la possibilité de faire appel ; déclaration concernant le lieu où se trouve le débiteur ; déclaration relative à l'identification du débiteur ; photographie du débiteur, si elle est disponible ; copie certifiée conforme de l'acte de naissance ou d'adoption du ou des enfants, le cas échéant ; certificat délivré par l'école/l'université, le cas échéant.

Irlande du Nord

Original et/ou copie certifiée conforme de la décision ; certificat constatant la force exécutoire ; état des arriérés ; document attestant que le débiteur a comparu lors de l'audience initiale et, s'il n'a pas comparu, document attestant que cette procédure lui a été notifiée ou que la décision initiale lui a été notifiée et qu'il a eu la possibilité de faire appel ; déclaration concernant le lieu où se trouve le débiteur (lieu de résidence et lieu de travail) ; déclaration relative à l'identification du débiteur ; photographie du débiteur, si elle est disponible ; document indiquant dans quelle mesure le demandeur a bénéficié de l'assistance juridique gratuite ; copie certifiée conforme de l'acte de naissance ou d'adoption du ou des enfants, le cas échéant ; certificat délivré par l'école/l'université, le cas échéant ; copie certifiée conforme de l'acte de mariage, le cas échéant.

Demande au titre de l'article 10, paragraphe 1, point c), de la Convention :

Angleterre et Pays de Galles

Documents concernant la situation financière (revenus/dépenses/biens) ; déclaration concernant le lieu où se trouve le défendeur (lieu de résidence et lieu de travail) ; déclaration relative à l'identification du défendeur ; photographie du défendeur, si elle est disponible ; copie certifiée conforme de l'acte de naissance ou d'adoption du ou des enfants, le cas échéant ; certificat délivré par l'école/l'université, le cas échéant ; copie certifiée conforme de l'acte de mariage, le cas échéant ; copie certifiée conforme de la décision ou d'un autre acte attestant la dissolution du mariage ou d'une autre relation, le cas échéant ; copie de toute décision de justice pertinente ; demande d'assistance juridique ; document prouvant la filiation, le cas échéant ; tout autre document visé à l'article 16, paragraphe 3, à l'article 25, paragraphe 1, points a), b) et d), et paragraphe 3, point b), et à l'article 30, paragraphe 3, le cas échéant.

Écosse

Documents concernant la situation financière (revenus/dépenses/biens) ; déclaration concernant le lieu où se trouve le défendeur ; déclaration relative à l'identification du défendeur ; photographie du défendeur, si elle est disponible ; copie certifiée conforme de l'acte de naissance ou d'adoption du ou des enfants, le cas échéant ; certificat délivré par l'école/l'université, le cas échéant ; copie certifiée conforme de l'acte de mariage, le cas échéant ; demande d'assistance juridique ; document prouvant la filiation, le cas échéant.

Irlande du Nord

Documents concernant la situation financière (revenus/dépenses/biens) ; déclaration concernant le lieu où se trouve le défendeur (lieu de résidence et lieu de travail) ; déclaration relative à l'identification du défendeur ; photographie du défendeur, si elle est disponible ; copie certifiée conforme de l'acte de naissance ou d'adoption du ou des enfants, le cas échéant ; certificat délivré par l'école/l'université, le cas échéant ; copie certifiée conforme de l'acte de mariage, le cas échéant ; copie certifiée conforme du jugement provisoire (certificat de divorce provisoire), le cas échéant ; copie de toute décision de justice pertinente ; demande d'assistance juridique ; document prouvant la filiation, le cas échéant ; tout autre document visé à l'article 16, paragraphe 3, à l'article 25, paragraphe 1, points a), b) et d), et paragraphe 3, point b), et à l'article 30, paragraphe 3, le cas échéant.

Demande au titre de l'article 10, paragraphe 1, point d), de la Convention :

Angleterre et Pays de Galles

Copie certifiée conforme de la décision pertinente aux fins de l'article 20 ou de l'article 22, point b) ou e), accompagnée des documents pertinents aux fins de la décision rendue ; document indiquant dans quelle mesure le demandeur a bénéficié de l'assistance juridique gratuite ; documents concernant la situation financière (revenus/dépenses/biens) ; déclaration concernant le lieu où se trouve le défendeur (lieu de résidence et lieu de travail) ; déclaration relative à l'identification du défendeur ; photographie du défendeur, si elle est disponible ; copie certifiée conforme de l'acte de naissance ou d'adoption du ou des enfants, le cas échéant ; certificat délivré par l'école/l'université, le cas échéant ; copie certifiée conforme de l'acte de mariage, le cas échéant ; copie certifiée conforme de la décision ou d'un autre acte attestant la dissolution du mariage ou d'une autre relation, le cas échéant ; copie de toute décision de justice pertinente ; document prouvant la filiation, le cas échéant ; tout autre document visé à l'article 16, paragraphe 3, à l'article 25, paragraphe 1, points a), b) et d), et paragraphe 3, point b), et à l'article 30, paragraphe 3, le cas échéant.

Écosse

Comme indiqué ci-dessus pour les demandes au titre de l'article 10, paragraphe 1, point c).

Irlande du Nord

Copie certifiée conforme de la décision pertinente aux fins de l'article 20 ou de l'article 22, point b) ou e), accompagnée des documents pertinents aux fins de la décision rendue ; document indiquant dans quelle mesure le demandeur a bénéficié de l'assistance juridique gratuite ; documents concernant la situation financière (revenus/dépenses/biens) ; déclaration concernant le lieu où se trouve le défendeur (lieu de résidence et lieu de travail) ; déclaration relative à l'identification du défendeur ; photographie du défendeur, si elle est disponible ; copie certifiée conforme de l'acte de naissance ou d'adoption du ou des enfants, le cas échéant ; certificat délivré par l'école/l'université, le cas échéant ; copie certifiée conforme de l'acte de mariage, le cas échéant ; copie certifiée conforme du jugement provisoire (certificat de divorce provisoire), le cas échéant ; copie de toute décision de justice pertinente ; document prouvant la filiation, le cas échéant ; tout autre document visé à l'article 16, paragraphe 3, à l'article 25, paragraphe 1, points a), b) et d), et paragraphe 3, point b), et à l'article 30, paragraphe 3, le cas échéant.

Demande au titre de l'article 10, paragraphe 1, point e), de la Convention :

Angleterre et Pays de Galles

Copie de la décision à modifier ; documents concernant la situation financière du demandeur/défendeur (revenus/dépenses/biens) ; demande d'assistance juridique ; copie certifiée conforme de l'acte de naissance ou d'adoption du ou des enfants, le cas échéant ; certificat délivré par l'école/l'université, le cas échéant ; documents concernant tout changement de la situation du ou des enfants ; documents concernant l'état civil du demandeur/défendeur, le cas échéant ; copie de toute décision de justice pertinente ; tout autre document visé à l'article 16, paragraphe 3, à l'article 25, paragraphe 1, points a), b) et d), et paragraphe 3, point b), et à l'article 30, paragraphe 3, le cas échéant ; déclaration écrite attestant que les deux parties ont comparu dans le cadre de la procédure et, si seul le demandeur a comparu, l'original ou la copie certifiée conforme du document établissant la preuve de la signification de l'avis de procédure à l'autre partie.

Écosse

Copie de la décision à modifier ; documents concernant la situation financière du demandeur/défendeur (revenus/dépenses/biens) ; demande d'assistance juridique ; certificat délivré par l'école/l'université, le cas échéant ; documents concernant tout changement de la situation du ou des enfants.

Irlande du Nord

Copie de la décision à modifier ; documents concernant la situation financière du demandeur/défendeur (revenus/dépenses/biens) ; demande d'assistance juridique ; copie certifiée conforme de l'acte de naissance ou d'adoption du ou des enfants, le cas échéant ; certificat délivré par l'école/l'université, le cas échéant ; documents concernant tout changement de la situation du ou des enfants ; documents concernant l'état civil du demandeur/défendeur, le cas échéant ; copie de toute décision de justice pertinente ; tout autre document visé à l'article 16, paragraphe 3, à l'article 25, paragraphe 1, points a), b) et d), et paragraphe 3, point b), et à l'article 30, paragraphe 3, le cas échéant.

Demande au titre de l'article 10, paragraphe 1, point f), de la Convention :

Angleterre et Pays de Galles

Original et/ou copie certifiée conforme de la décision à modifier ; document attestant que le débiteur a comparu lors de l'audience initiale et, s'il n'a pas comparu, document attestant que cette procédure lui a été notifiée ou que la décision initiale lui a été notifiée et qu'il a eu la possibilité de faire appel ; document indiquant dans quelle mesure le demandeur a bénéficié de l'assistance juridique gratuite ; documents concernant la situation financière du demandeur/défendeur (revenus/dépenses/biens) ; certificat constatant la force exécutoire ; copie certifiée conforme de l'acte de naissance ou d'adoption du ou des enfants, le cas échéant ; certificat délivré par l'école/l'université, le cas échéant ; documents concernant tout changement de la situation du ou des enfants ; copie certifiée conforme de l'acte de mariage, le cas échéant ; copie certifiée conforme de la décision ou d'un autre acte attestant la dissolution du mariage ou d'une autre relation, le cas échéant ; documents concernant l'état civil du demandeur/défendeur, le cas échéant ; copie de toute décision de justice pertinente ; déclaration concernant le lieu où se trouve le débiteur (lieu de résidence et lieu de travail) ; déclaration relative à l'identification du débiteur ; photographie du débiteur, si elle est disponible ; tout autre document visé à l'article 16, paragraphe 3, à l'article 25, paragraphe 1, points a), b) et d), et paragraphe 3, point b), et à l'article 30, paragraphe 3, le cas échéant ; déclaration écrite attestant que les deux parties ont comparu dans le cadre de la procédure et, si seul le demandeur a comparu, l'original ou la copie certifiée conforme du document établissant la preuve de la signification de l'avis de procédure à l'autre partie.

Écosse

Original et/ou copie certifiée conforme de la décision à modifier ; document attestant que cette procédure a été notifiée au débiteur ou que la décision initiale lui a été notifiée et qu'il a eu la possibilité de faire appel ; document indiquant dans quelle mesure le demandeur a bénéficié de l'assistance juridique gratuite ; documents concernant la situation financière du demandeur/défendeur (revenus/dépenses/biens) ; certificat constatant la force exécutoire ; certificat délivré par l'école/l'université, le cas échéant ; documents concernant tout changement de la situation du ou des enfants ; documents concernant l'état civil du demandeur/défendeur, le cas échéant ; déclaration concernant le lieu où se trouve le débiteur ; déclaration relative à l'identification du débiteur ; photographie du débiteur, si elle est disponible.

Irlande du Nord

Original et/ou copie certifiée conforme de la décision à modifier ; document attestant que le débiteur a comparu lors de l'audience initiale et, s'il n'a pas comparu, document attestant que cette procédure lui a été notifiée ou que la décision initiale lui a été notifiée et qu'il a eu la possibilité de faire appel ; document indiquant dans quelle mesure le demandeur a bénéficié de l'assistance juridique gratuite ; documents concernant la situation financière du demandeur/défendeur (revenus/dépenses/biens) ; certificat constatant la force exécutoire ; copie certifiée conforme de l'acte de naissance ou d'adoption du ou des enfants, le cas échéant ; certificat délivré par l'école/l'université, le cas échéant ; documents concernant tout changement de la situation du ou des enfants ; copie certifiée conforme de l'acte de mariage, le cas échéant ; copie certifiée conforme du jugement provisoire (certificat de divorce provisoire), le cas échéant ; documents concernant l'état civil du demandeur/défendeur, le cas échéant ; copie de toute décision de justice pertinente ; déclaration concernant le lieu où se trouve le débiteur (lieu de résidence et lieu de travail) ; déclaration relative à l'identification du débiteur ; photographie du débiteur, si elle est disponible ; tout autre document visé à l'article 16, paragraphe 3, à l'article 25, paragraphe 1, points a), b) et d), et paragraphe 3, point b), et à l'article 30, paragraphe 3, le cas échéant.

Demande au titre de l'article 10, paragraphe 2, point b), de la Convention :

Angleterre et Pays de Galles

Copie de la décision à modifier ; documents concernant la situation financière du demandeur/défendeur (revenus/dépenses/biens) ; demande d'assistance juridique ; certificat délivré par l'école/l'université, le cas échéant ; documents concernant tout changement de la situation du ou des enfants ; documents concernant l'état civil du demandeur/défendeur, le cas échéant ; copie de toute décision de justice pertinente ; tout autre document visé à l'article 16, paragraphe 3, à l'article 25, paragraphe 1, points a), b) et d), et paragraphe 3, point b), et à l'article 30, paragraphe 3, le cas échéant.

Écosse

Copie de la décision à modifier ; documents concernant la situation financière du demandeur/défendeur (revenus/dépenses/biens) ; demande d'assistance juridique ; certificat

délivré par l'école/l'université, le cas échéant ; documents concernant tout changement de la situation du ou des enfants.

Irlande du Nord

Copie de la décision à modifier ; documents concernant la situation financière du demandeur/défendeur (revenus/dépenses/biens) ; demande d'assistance juridique ; certificat délivré par l'école/l'université, le cas échéant ; documents concernant tout changement de la situation du ou des enfants ; documents concernant l'état civil du demandeur/défendeur, le cas échéant ; copie de toute décision de justice pertinente ; tout autre document visé à l'article 16, paragraphe 3, à l'article 25, paragraphe 1, points a), b) et d), et paragraphe 3, point b), et à l'article 30, paragraphe 3, le cas échéant.

Demande au titre de l'article 10, paragraphe 2, point c), de la Convention :

Angleterre et Pays de Galles

Original et/ou copie certifiée conforme de la décision à modifier ; certificat constatant la force exécutoire ; document indiquant dans quelle mesure le demandeur a bénéficié de l'assistance juridique gratuite ; documents concernant la situation financière du demandeur/défendeur (revenus/dépenses/biens) ; copie certifiée conforme de l'acte de naissance ou d'adoption du ou des enfants, le cas échéant ; certificat délivré par l'école/l'université, le cas échéant ; documents concernant tout changement de la situation du ou des enfants ; copie certifiée conforme de l'acte de mariage, le cas échéant ; copie certifiée conforme de la décision ou d'un autre acte attestant la dissolution du mariage ou d'une autre relation, le cas échéant ; documents concernant l'état civil du demandeur/défendeur, le cas échéant ; copie de toute décision de justice pertinente ; déclaration concernant le lieu où se trouve le créancier (lieu de résidence et lieu de travail) ; déclaration relative à l'identification du créancier ; photographie du créancier, si elle est disponible ; tout autre document visé à l'article 16, paragraphe 3, à l'article 25, paragraphe 1, points a), b) et d), et paragraphe 3, point b), et à l'article 30, paragraphe 3, le cas échéant.

Écosse

Original et/ou copie certifiée conforme de la décision à modifier ; document indiquant dans quelle mesure le demandeur a bénéficié de l'assistance juridique gratuite ; documents concernant la situation financière du demandeur/défendeur (revenus/dépenses/biens) ; certificat délivré par l'école/l'université, le cas échéant ; documents concernant tout changement de la situation financière du demandeur ; déclaration concernant le lieu où se trouve le créancier ; déclaration relative à l'identification du créancier ; photographie du créancier, si elle est disponible.

Irlande du Nord

Original et/ou copie certifiée conforme de la décision à modifier ; certificat constatant la force exécutoire ; document indiquant dans quelle mesure le demandeur a bénéficié de l'assistance juridique gratuite ; documents concernant la situation financière du demandeur/défendeur (revenus/dépenses/biens) ; copie certifiée conforme de l'acte de naissance ou d'adoption du ou des enfants, le cas échéant ; certificat délivré par l'école/l'université, le cas échéant ; documents concernant tout changement de la situation du ou des enfants ; copie certifiée conforme de l'acte de mariage, le cas échéant ; copie certifiée conforme du jugement provisoire (certificat de divorce provisoire), le cas échéant ; documents concernant l'état civil du demandeur/défendeur, le cas échéant ; copie de toute décision de justice pertinente ; déclaration concernant le lieu où se trouve le créancier (lieu de résidence et lieu de travail) ; déclaration relative à l'identification du créancier ; photographie du créancier, si elle est disponible ; tout autre document visé à l'article 16, paragraphe 3, à l'article 25, paragraphe 1, points a), b) et d), et paragraphe 3, point b), et à l'article 30, paragraphe 3, le cas échéant.

Généralités :

En ce qui concerne les demandes formulées au titre de l'article 10, y compris de l'article 10, paragraphe 1, point a), et de l'article 10, paragraphe 2, point a), l'autorité centrale de l'Angleterre et du pays de Galles souhaiterait que lui soient envoyées trois copies de chaque document, accompagnées de leur traduction en anglais (si nécessaire).

En ce qui concerne les demandes formulées au titre de l'article 10, y compris de l'article 10, paragraphe 1, point a), et de l'article 10, paragraphe 2, point a), l'autorité centrale de l'Irlande du Nord et l'autorité centrale de l'Écosse souhaiteraient que leur soient envoyées trois copies de chaque document, accompagnées de leur traduction en anglais.

4. Déclaration unilatérale du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord au moment de la ratification de la Convention :

Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord fait la déclaration unilatérale suivante :

Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord souhaite souligner qu'il attache une grande importance à la Convention sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille. Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord reconnaît que l'extension de l'application de la Convention à toutes les obligations alimentaires découlant de relations de famille, de filiation, de mariage ou d'alliance est susceptible d'augmenter considérablement son efficacité en permettant à tous les créanciers de bénéficier du système de coopération administrative établi par la Convention.

C'est dans cet esprit que le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a l'intention d'étendre l'application des chapitres II et III de la Convention aux obligations alimentaires entre époux et ex-époux lorsqu'il deviendra État contractant à la Convention.

De plus, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord entreprendra d'ici sept ans d'examiner à la lumière de l'expérience acquise et des éventuelles déclarations des autres États contractants la possibilité d'étendre l'application de la Convention dans son ensemble à toutes les obligations alimentaires découlant d'une relation de famille, de filiation, de mariage ou d'alliance. »

Avec la note verbale suivante :

(Traduction)

« L'Ambassade de Sa Majesté britannique présente ses compliments au Ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas et a l'honneur de l'informer de ce qui suit, en référence à l'instrument de ratification (l'Instrument de ratification) déposé ce jour en vue de la ratification par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (le Royaume-Uni) de la Convention de La Haye du 23 novembre 2007 sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille (la Convention de La Haye de 2007).

Conformément à l'article 59 de la Convention de La Haye de 2007, le Royaume-Uni est lié par ladite Convention depuis le 1^{er} août 2014 en vertu de son appartenance à l'Union européenne, qui a approuvé la Convention à cette date.

L'accord sur le retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (l'Accord de retrait) est entré en vigueur au 1^{er} février 2020. L'Accord de retrait prévoit des dispositions pour une période de transition allant du 1^{er} février 2020 au 31 décembre 2020 (la période de transition). Conformément à l'Accord de retrait, pendant la période de transition, la législation de l'Union européenne, y compris la Convention de La Haye de 2007, continue d'être applicable au Royaume-Uni et sur son territoire et le Royaume-Uni continue d'être traité comme un État membre pour ce qui concerne les accords internationaux passés par l'Union européenne, y compris la Convention de La Haye de 2007.

En vue d'assurer la continuité de l'application de la Convention de La Haye de 2007, le Royaume-Uni a soumis un Instrument de ratification, conformément à l'article 58, paragraphe 2, de la Convention. Tout en reconnaissant que l'Instrument de ratification prendra effet le 1^{er} janvier 2021 à minuit (HEC), le Royaume-Uni considère que la Convention de La Haye de 2007 est entrée en vigueur pour lui le 1^{er} août 2014 et qu'il est État contractant sans interruption à compter de cette date.

L'Ambassade de Sa Majesté britannique a par ailleurs l'honneur de se référer à un instrument déposé le 31 juillet 2019 déclarant que sa ratification de la Convention de La Haye de 2007 vaudrait également pour Gibraltar, et qu'elle s'accompagnerait dans ce cadre de réserves et de déclarations. Le Royaume-Uni considère que la ratification pour ce qui concerne Gibraltar ainsi que les réserves et déclarations qui l'accompagnent ont été annulées par l'instrument déposé par le Royaume-Uni le 31 janvier 2020. Cependant, le Royaume-Uni ratifie par la présente la Convention également pour ce qui concerne Gibraltar, ce qui signifie que les réserves et déclarations accompagnant le présent Instrument de ratification s'appliquent aussi à Gibraltar, comme stipulé. Le Royaume-Uni entend faire des déclarations complémentaires concernant Gibraltar en temps voulu.

L'Ambassade de Sa Majesté britannique saisit cette occasion pour renouveler au Ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas les assurances de sa haute considération. »

La Haye, le 2 octobre 2020

Les notifications dépositaires sont accessibles en ligne sur le site Web du Ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas, à l'adresse <https://treatydatabase.overheid.nl>.

XXXVIII Recouvrement international des aliments destinés aux enfants No. 05/2020



**MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS OF THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS
THE HAGUE**

CONVENTION ON THE INTERNATIONAL RECOVERY OF CHILD SUPPORT AND OTHER FORMS
OF FAMILY MAINTENANCE
(The Hague, 23 November 2007)

Notification pursuant to Article 65 of the Convention

RATIFICATION

United Kingdom, 28-09-2020

The Convention will, in accordance with its Article 60, second paragraph, sub-paragraph a, enter into force for the United Kingdom and Gibraltar on 1 January 2021.

DECLARATIONS/RESERVATIONS

United Kingdom, 28-09-2020

"(...) Her Majesty's Government hereby expresses its consent for the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, and for Gibraltar, to be bound by the Convention subject to the following Reservations and Declarations:

1. Declaration referred to in Article 2(3) of the Convention:

The United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland declares that it will extend the application of Chapters II and III of the Convention to spousal support.

2. Reservation made in accordance with Article 62 of the Convention, at the time of ratification by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland of the Convention:

The United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland makes the following reservation provided for in Article 44(3) of the Convention:

The United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland objects to the use of French in communications between Central Authorities.

3. Declaration made in accordance with Article 63 of the Convention, at the time of ratification by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland of the Convention:

The United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland makes the following declaration referred to in Article 11(1)(g) of the Convention:

The United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland declares that an application to it under Article 10 of the Convention, other than an application under Article 10(1)(a) and (2)(a) of the Convention, shall include the information or documents specified below:

Application under Article 10(1)(b) of the Convention:

England and Wales

Original and/or certified copy of decision; Certificate of enforceability; Statement of Arrears; Document stating that the debtor appeared at the original hearing and if not, document attesting that debtor had been notified and served of those proceedings or that he was notified of the original decision and was given opportunity to defend or appeal; Statement as to whereabouts of

debtor - residential and employment; Statement as to identification of debtor; Photograph of debtor, if available; Document indicating the extent that the applicant has benefited from free legal aid; Certified copy of Birth or Adoption Certificate of child(ren) if applicable; Certificate from school/college if applicable; Certified copy of Marriage Certificate if applicable. Certified copy order or other instrument evidencing the dissolution of the marriage or other relationship, if applicable.

Scotland

Original and/or certified copy of decision; Certificate of enforceability; Statement of Arrears; Document stating that the debtor appeared at the original hearing and if not, document attesting that debtor had been notified of those proceedings or that he was notified of the original decision and was given opportunity to appeal; Statement as to whereabouts of debtor; Statement as to identification of debtor; Photograph of debtor, if available; Certified copy of Birth or Adoption Certificate of child(ren) if applicable; Certificate from school/college if applicable.

Northern Ireland

Original and/or certified copy of decision; Certificate of enforceability; Statement of Arrears; Document stating that the debtor appeared at the original hearing and if not, document attesting that debtor had been notified of those proceedings or that he was notified of the original decision and was given opportunity to appeal; Statement as to whereabouts of debtor - residential and employment; Statement as to identification of debtor; Photograph of debtor, if available; Document indicating the extent that the applicant has benefited from free legal aid; Certified copy of Birth or Adoption Certificate of child(ren) if applicable; Certificate from school/college if applicable; Certified copy of Marriage Certificate if applicable.

Application under Article 10(1)(c) of the Convention:

England and Wales

Documents relevant to financial situation - income/outgoings/assets; Statement as to whereabouts of defendant - residential and employment; Statement as to identification of defendant; Photograph of defendant, if available; Certified copy of Birth or Adoption Certificate of child(ren) if applicable; Certificate from school/college if applicable; Certified copy of Marriage Certificate if applicable; Certified copy order or other instrument evidencing the dissolution of the marriage or other relationship, if applicable. Copy of any relevant court orders; Legal aid application; Document proving parentage if applicable; Any other specified documents under Articles 16(3), 25(1)(a), (b) and (d) and (3)(b) and 30(3) if relevant.

Scotland

Documents relevant to financial situation - income/outgoings/assets; Statement as to whereabouts of defendant; Statement as to identification of defendant; Photograph of defendant, if available; Certified copy of Birth or Adoption Certificate of child(ren) if applicable; Certificate from school/college if applicable; Certified copy of Marriage Certificate if applicable; Legal aid application; Document proving parentage if applicable.

Northern Ireland

Documents relevant to financial situation - income/outgoings/assets; Statement as to whereabouts of defendant - residential and employment; Statement as to identification of defendant; Photograph of defendant, if available; Certified copy of Birth or Adoption Certificate of child(ren) if applicable; Certificate from school/college if applicable; Certified copy of Marriage Certificate if applicable; Certified copy of Decree Nisi (interim divorce certificate) if applicable; Copy of any relevant court orders; Legal aid application; Document proving parentage if applicable; Any other specified documents under Articles 16(3), 25(1)(a), (b) and (d) and (3)(b) and 30(3) if relevant.

Application under Article 10(1)(d) of the Convention:

England and Wales

Certified copy of decision relevant to Article 20 or Article 22(b) or (e) together with documents relevant to the making of that decision; Document indicating the extent that the applicant has benefited from free legal aid; Documents relevant to financial situation - income/outgoings/assets; Statement as to whereabouts - residential and employment of defendant; Statement as to identification of defendant; Photograph of defendant, if available; Certified copy of Birth or Adoption Certificate of child(ren) if applicable; Certificate from school/college if applicable; Certified copy of Marriage Certificate if applicable; Certified copy of order or other instrument evidencing the dissolution of the marriage or other relationship, if applicable. Copy of any relevant court orders; Document proving parentage if applicable; Any other specified documents under Articles 16(3), 25(1)(a), (b) and (d) and (3)(b) and 30(3) if relevant.

Scotland

As for applications under Article 10(1)(c) above.

Northern Ireland

Certified copy of decision relevant to Article 20 or 22(b) or (e) together with documents relevant to the making of that decision; Document indicating the extent that the applicant has benefited from free legal aid; Documents relevant to financial situation - income/outgoings/assets; Statement as to whereabouts - residential and employment of defendant; Statement as to identification of defendant; Photograph of defendant, if available; Certified copy of Birth or Adoption Certificate of child(ren) if applicable; Certificate from school/college if applicable; Certified copy of Marriage Certificate if applicable; Certified copy of Decree Nisi (interim divorce certificate) if applicable; Copy of any relevant court orders; Document proving parentage if applicable; Any other specified documents under Articles 16(3), 25(1)(a), (b) and (d) and (3)(b) and 30(3) if relevant.

Application under Article 10(1)(e) of the Convention:

England and Wales

Copy of decision to be modified; Documents relevant to financial situation of applicant/defendant - income/outgoings/assets; Legal aid application; Certified copy of Birth or Adoption Certificate of child(ren) if applicable; Certificate from school/college if applicable; Documents relevant to change in child(ren)'s situation; Documents relevant to marital status of applicant/defendant, if applicable; Copy of any relevant court orders; Any other specified documents under Articles 16(3), 25(1)(a), (b) and (d) and (3)(b) and 30(3) if relevant. Written statement that both parties appeared in the proceedings and if only the applicant appeared the original or certified copy of the document establishing proof of service of the notice of the proceedings on the other party.

Scotland

Copy of decision to be modified; Documents relevant to financial situation of applicant/defendant - income/outgoings/assets; Legal aid application; Certificate from school/college if applicable; Documents relevant to change in child(ren)'s situation.

Northern Ireland

Copy of decision to be modified; Documents relevant to financial situation of applicant/defendant - income/outgoings/assets; Legal aid application; Certified copy of Birth or Adoption Certificate of child(ren) if applicable; Certificate from school/college if applicable; Documents relevant to change in child(ren)'s situation; Documents relevant to marital status of applicant/defendant, if applicable; Copy of any relevant court orders; Any other specified documents under Articles 16(3), 25(1)(a), (b) and (d) and (3)(b) and 30(3) if relevant.

Application under Article 10(1)(f) of the Convention:

England and Wales

Original and/or certified copy of decision to be modified; Document stating that the debtor appeared at the original hearing and if not, document attesting that debtor had been notified of those proceedings or that he was notified of the original decision and was given opportunity to appeal; Document indicating the extent that the applicant has benefited from free legal aid; Documents relevant to financial situation of applicant/defendant - income/outgoings/assets; Certificate of enforceability; Certified copy of Birth or Adoption Certificate of child(ren) if applicable; Certificate from school/college if applicable; Documents relevant to change in child(ren)'s situation; Certified copy of Marriage Certificate if applicable; Certified copy of order or other instrument evidencing the dissolution of the marriage or other relationship, if applicable; Documents relevant to marital status of applicant/defendant, if applicable; Copy of any relevant court orders; Statement as to whereabouts of debtor - residential and employment; Statement as to identification of debtor; Photograph of debtor, if available; Any other specified documents under Articles 16(3), 25(1)(a), (b) and (d) and (3)(b) and 30(3) if relevant. Written statement that both parties appeared in the proceedings and if only the applicant appeared the original or certified copy of the document establishing proof of service of the notice of the proceedings on the other party.

Scotland

Original and/or certified copy of decision to be modified; Document attesting that debtor had been notified of those proceedings or that he was notified of the original decision and was given opportunity to appeal; Document indicating the extent that the applicant has benefited from free legal aid; Documents relevant to financial situation of applicant/defendant - income/outgoings/assets; Certificate of enforceability; Certificate from school/college if applicable; Documents relevant to change in child(ren)'s situation; Documents relevant to marital status of

applicant/defendant, if applicable; Statement as to whereabouts of debtor; Statement as to identification of debtor; Photograph of debtor, if available.

Northern Ireland

Original and/or certified copy of decision to be modified; Document stating that the debtor appeared at the original hearing and if not, document attesting that debtor had been notified of those proceedings or that he was notified of the original decision and was given opportunity to appeal; Document indicating the extent that the applicant has benefited from free legal aid; Documents relevant to financial situation of applicant/defendant - income/outgoings/assets; Certificate of enforceability; Certified copy of Birth or Adoption Certificate of child(ren) if applicable; Certificate from school/college if applicable; Documents relevant to change in child(ren)'s situation; Certified copy of Marriage Certificate if applicable; Certified copy of Decree Nisi (interim divorce certificate) if applicable; Documents relevant to marital status of applicant/defendant, if applicable; Copy of any relevant court orders; Statement as to whereabouts of debtor - residential and employment; Statement as to identification of debtor; Photograph of debtor, if available; Any other specified documents under Articles 16(3), 25(1)(a), (b) and (d) and (3)(b) and 30(3) if relevant.

Application under Article 10(2)(b) of the Convention:

England and Wales

Copy of decision to be modified; Documents relevant to financial situation of applicant/defendant - income/outgoings/assets; Legal aid application; Certificate from school/college if applicable; Documents relevant to change in child(ren)'s situation; Documents relevant to marital status of applicant/defendant, if applicable; Copy of any relevant court orders; Any other specified documents under Articles 16(3), 25(1)(a), (b) and (d) and (3)(b) and 30(3) if relevant.

Scotland

Copy of decision to be modified; Documents relevant to financial situation of applicant/defendant - income/outgoings/assets; Legal aid application; Certificate from school/college if applicable; Documents relevant to change in child(ren)'s situation.

Northern Ireland

Copy of decision to be modified; Documents relevant to financial situation of applicant/defendant - income/outgoings/assets; Legal aid application; Certificate from school/college if applicable; Documents relevant to change in child(ren)'s situation; Documents relevant to marital status of applicant/defendant, if applicable; Copy of any relevant court orders; Any other specified documents under Articles 16(3), 25(1) (a), (b) and (d) and (3)(b) and 30(3) if relevant.

Application under Article 10(2)(c) of the Convention:

England and Wales

Original and/or certified copy of decision to be modified; Certificate of enforceability; Document indicating the extent that the applicant has benefited from free legal aid; Documents relevant to financial situation of applicant/defendant - income/outgoings/assets; Certified copy of Birth or Adoption Certificate of child(ren) if applicable; Certificate from school/college if applicable; Documents relevant to change in child(ren)'s situation; Certified copy of Marriage Certificate if applicable; Certified copy order or other instrument evidencing the dissolution of the marriage or other relationship if applicable; Documents relevant to marital status of applicant/defendant, if applicable; Copy of any relevant court orders; Statement as to whereabouts of creditor - residential and employment; Statement as to identification of creditor; Photograph of creditor, if available; Any other specified documents under Articles 16(3), 25(1)(a), (b) and (d) and (3)(b) and 30(3) if relevant.

Scotland

Original and/or certified copy of decision to be modified; Document indicating the extent that the applicant has benefited from free legal aid; Documents relevant to financial situation of applicant/defendant - income/outgoings/assets; Certificate from school/college if applicable; Documents relevant to change in applicant's financial situation; Statement as to whereabouts of creditor; Statement as to identification of creditor; Photograph of creditor, if available.

Northern Ireland

Original and/or certified copy of decision to be modified; Certificate of enforceability; Document indicating the extent that the applicant has benefited from free legal aid; Documents relevant to financial situation of applicant/defendant - income/outgoings/assets; Certified copy of Birth or Adoption Certificate of child(ren) if applicable; Certificate from school/college if applicable;

Documents relevant to change in child(ren)'s situation; Certified copy of Marriage Certificate if applicable; Certified copy of Decree Nisi (interim divorce certificate) if applicable; Documents relevant to marital status of applicant/defendant, if applicable; Copy of any relevant court orders; Statement as to whereabouts of creditor - residential and employment; Statement as to identification of creditor; Photograph of creditor, if available; Any other specified documents under Articles 16(3), 25(1)(a), (b) and (d) and (3)(b) and 30(3) if relevant.

General:

For applications under Article 10, including Articles 10(1)(a) and 10(2)(a), the England and Wales Central Authority would be grateful to receive three copies of each document, accompanied by translations into English (if necessary).

For applications under Article 10, including Articles 10(1)(a) and 10(2)(a), the Northern Ireland Central Authority and the Central Authority for Scotland would be grateful to receive three copies of each document, accompanied by translations into English.

4. Unilateral declaration made at the time of ratification by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland of the Convention:

The United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland makes the following unilateral declaration:

The United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland wishes to underline the great importance it attaches to the Convention on the International Recovery of Child Support and Other Forms of Family Maintenance. The United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland recognises that extending the application of the Convention to all maintenance obligations arising from a family relationship, parentage, marriage or affinity is likely to increase considerably its effectiveness, allowing all maintenance creditors to benefit from the system of administrative cooperation established by the Convention.

It is in this spirit that the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland intends to extend the application of Chapters II and III of the Convention to spousal support when the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland becomes a Contracting State to the Convention.

Furthermore, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland undertakes, within seven years, in the light of experience acquired and possible declarations of extension made by other Contracting States, to examine the possibility of extending the application of the Convention as a whole to all maintenance obligations arising from a family relationship, parentage, marriage or affinity."

With the following Note Verbale:

"Her Britannic Majesty's Embassy presents its compliments to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands and has the honour to refer to the instrument of ratification (the "Instrument of Ratification") which it has today deposited to achieve the ratification by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland (the "United Kingdom") of the Hague Convention of 23 November 2007 on the International Recovery of Child Support and Other Forms of Family Maintenance (the "2007 Hague Convention").

In accordance with Article 59 of the 2007 Hague Convention, the United Kingdom became bound by the Convention on 1 August 2014 by virtue of its membership of the European Union, which approved the Convention on that date.

The Agreement on the Withdrawal of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland from the European Union and the European Atomic Energy Community (the "Withdrawal Agreement") entered into force on 1 February 2020. The Withdrawal Agreement includes provisions for a transition period, which started on 1 February 2020 and will end on 31 December 2020 (the "transition period"). In accordance with the Withdrawal Agreement, during the transition period, European Union law, including the 2007 Hague Convention, continues to be applicable to and in the United Kingdom and the United Kingdom is treated as a Member State for the purposes of international agreements concluded by the European Union, including the 2007 Hague Convention.

With the intention of ensuring continuity of application of the 2007 Hague Convention, the United Kingdom has submitted the Instrument of Ratification in accordance with Article 58(2) of the Convention. Whilst acknowledging that the Instrument of Ratification takes effect at 00:00 CET on 1 January 2021, the United Kingdom considers that the 2007 Hague Convention entered into force for the United Kingdom on 1 August 2014 and that the United Kingdom is a Contracting State without interruption from that date.

Her Britannic Majesty's Embassy has further the honour to refer to an instrument deposited on 31 July 2019, declaring that its ratification of the 2007 Hague Convention would be also in respect of Gibraltar, and that this ratification in respect of Gibraltar would be subject to reservations and declarations accompanying. The United Kingdom considers that this ratification in respect of Gibraltar, and the accompanying reservations and declarations, were withdrawn by operation of the instrument deposited by the United Kingdom on 31 January 2020. The United Kingdom is, however, now ratifying the Convention also in respect of Gibraltar and so the reservations and declarations now accompanying the present Instrument of Ratification apply also to Gibraltar, as specified. The United Kingdom intends to make further declarations with respect to Gibraltar in due course.

Her Britannic Majesty's Embassy avails itself of the opportunity to renew to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands the assurances of its highest consideration."

The Hague, 2 October 2020

The Depositary Notifications are accessible on the website of the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands at <https://treatydatabase.overheid.nl>.

XXXVIII International recovery of child support No. 05/2020